

ACTUALITÉS SUR...

L'INTÉGRATION, LA PROMOTION DE L'ÉGALITÉ ET LA VILLE

L'image d'un territoire, quel qu'il soit, se construit par son histoire, son lieu d'implantation, ses singularités architecturales et urbanistiques, son peuplement (c'est-à-dire les caractéristiques sociodémographiques de celles et ceux qui y habitent ou le fréquentent), ses événements marquants...

Ces éléments contribuent à façonner une représentation du territoire auprès des habitants-es, mais aussi auprès de celles et ceux qui en sont extérieurs-es. Il arrive que ces deux représentations ne coïncident pas.

C'est particulièrement le cas pour les quartiers populaires¹, qui relèvent souvent d'une image négative, malgré les efforts engagés pour la rendre plus conforme à la réalité. A ce titre, le traitement médiatique qui en est fait renforce, bien souvent, les représentations erronées.

L'édition 2018 du baromètre de la diversité de la société française produit par le Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA)² indique que « les personnes résidant dans les grands ensembles de banlieues populaires sont très peu représentées à l'antenne (3 % des lieux de résidence connus) [...] »³. De plus « les personnes évoluant dans les grands ensembles de banlieues populaires sont essentiellement perçues comme non-blanches, inactives et âgées de moins de 20 ans »⁴.

Comment parler de ces territoires en reconnaissant leurs atouts et leurs difficultés sans pour autant les réduire à une image simpliste ? S'inscrire dans cette perspective est d'autant plus compliqué que, pour permettre aux habitants-es de ces quartiers de bénéficier de l'action publique (en tant que territoire relevant de la géographie prioritaire de la politique de la ville), il est nécessaire de mettre en avant les difficultés rencontrées par les habitants et les manques relevés sur le territoire.

UNE DIFFICULTÉ RÉCURRENTÉ POUR PARLER DE CES TERRITOIRES ET DE LEURS HABITANTS-ES

Qu'ils ou elles soient chercheur-es, urbanistes, élus-es, associatifs, services de l'Etat, salariés-es de collectivités, habitants-es ... tous et toutes utilisent des mots pour « nommer » ces quartiers mais aussi, pour les décrire et rendre compte des actions qui y sont déployées. Or, les termes ne sont jamais neutres.

Les terminologies utilisées pour parler des quartiers populaires sont elles-mêmes porteuses de stigmatisation. La connaissance de ces

quartiers est marquée par l'usage d'un certain type de vocabulaire. Faubourg, banlieue, « ghetto » ... or si ces mots ont évolué avec l'histoire des quartiers populaires, ils ont toujours eu une connotation très marquée socialement. Que ces termes soient utilisés pour décrire ces quartiers et/ou ces habitants-es, ils renvoient à certaines images (violence, révolte... voire plus récemment radicalisation) et entretiennent de fait les représentations négatives. Ils sont d'ailleurs évoqués la plupart du temps par le prisme de la délinquance, du « sensationnel ».

Les discours à l'œuvre conduisent à une mise à distance de ces lieux (mis au ban – banlieue), et donc de ceux qui y vivent, masquant ainsi la difficulté à faire face aux réalités complexes et multifformes qu'abritent les quartiers mais aussi contribuant aux mécanismes de distinction sociale.

Cette ambiguïté terminologique a aussi sans doute un impact sur la déclinaison des politiques publiques et sur la manière de mener des actions et projets dans les quartiers.

LES QUARTIERS POPULAIRES EN FRANCE : ENTRE MUTATIONS ET PERSISTANCE DES REPRÉSENTATIONS

Les quartiers relevant de la politique de la ville sont une catégorie de l'action publique identifiée au titre de la géographie prioritaire de la politique de la ville. Pour autant, cela ne suffit pas à les (ré)inscrire dans une dimension historique.

Au-delà du fait qu'ils sont identifiés comme ayant besoin d'une intervention publique renforcée pour pallier aux inégalités territoriales, ils ont bien toute leur place dans l'histoire de la France. Ils en sont même une résultante, notamment de l'histoire industrielle. Construits également pour répondre aux défis de logement d'après-guerre, ils ont perduré jusque dans les années 70 puisque c'est la circulaire Guichard de 1974 qui marque l'arrêt de l'édification des grands ensembles.

Parler de « quartiers populaires », plutôt que de quartiers prioritaires ou de quartiers sensibles, permet ainsi de les resituer dans le temps mais aussi de les inscrire dans un rapport social à l'histoire de France.

ZOOM > Porter un « autre » regard sur
les quartiers populaires



février 2019
n°118
Bulletin d'information
de l'Observatoire Régional
de l'Intégration et de la Ville

Agir ainsi c'est aussi rappeler que leur déficit d'image n'est pas réellement une question d'actualité. Ces images négatives ont une résonance historique parfois très lointaine et elles résultent aussi de leur construction historique, fruit des rapports sociaux.

En effet, l'histoire de la formation de la classe ouvrière française, du mouvement social, de l'implantation des partis politiques, des syndicats et des associations dans les communes populaires constitue des points forts de l'histoire de ces quartiers. Les installations liées aux migrations, provinciales puis étrangères, ont également contribué au peuplement de ces quartiers. Peu à peu ces territoires conçus initialement comme des réponses aux enjeux de logement sont, du fait notamment de la crise économique, devenus des lieux où se sont cristallisés des processus d'exclusion et/ou de précarité.

Visiblement 40 ans de politique de la ville n'ont pas suffi à faire changer l'image et le regard que l'on porte sur ces quartiers populaires. Le quatrième rapport publié par la Fédération des Centres Sociaux de France et Question de Ville⁵, paru en décembre 2018 et intitulé « Il y a eu une cassure quelque part... et maintenant, on fait quoi ? »⁶ s'en fait l'écho. On peut y lire les paroles d'habitants-es de treize quartiers populaires de France qui témoignent d'un sentiment de relégation, d'abandon, de cassure. Les habitants-es demandent finalement d'être reconnus-es en tant que tels-les et légitimés-es en tant qu'habitants-es d'un territoire national, en tant qu'acteur de la société française et son histoire.

DES ACTIONS À L'ŒUVRE POUR MODIFIER CES IMAGES...

La nécessité de changer le regard posé sur les quartiers est exprimée depuis longtemps. Cette préoccupation est partagée tant au niveau national qu'au niveau local. Au niveau national, le Conseil National des Villes (CNV) s'est effectivement emparé de cette question dès 2009 en rendant un avis⁷ sur l'image des quartiers dans les médias. Depuis, le CNV maintient une vigilance⁸ sur cette question et réaffirme régulièrement l'importance de lutter contre les stéréotypes et les stigmatisations dont souffrent les quartiers.

Localement, différents types de médias essaient de contribuer à

construire une autre image des quartiers populaires, soit du fait de leur méthode de travail (en allant à la rencontre des habitants-es), soit en étant portés par des habitants-es eux-mêmes ou des associations locales. Les exemples de médias locaux sont nombreux. A titre d'illustration, on peut citer la démarche de Rue89⁹ Strasbourg qui a développé un projet nommé « Quartiers connectés »¹⁰ dans lequel les journalistes se rendent dans les quartiers, à la rencontre des habitants-es, en dehors de toute actualité spécifique. Il s'agit surtout de proposer des espaces de parole et de dialogue où les habitants-es peuvent venir parler de leur quartier. La question du lien de confiance entre habitants-es et journalistes est au cœur du projet. Avec « Quartier connectés », il s'agit de réinstaurer un dialogue souvent marqué par la défiance.

Au-delà de l'action dans le champ médiatique, les habitants-es des quartiers, à travers des collectifs, des associations ou dans le cadre d'instances de démocratie participative sont amenés-es à mettre en place des actions visant à modifier l'image de leurs quartiers et/ou ayant pour effet (directement ou indirectement) de contribuer à rendre compte différemment de ces quartiers et de leurs habitants. Les formes prises par ces actions sont multiples.

« Paroles d'habitants » est un film réalisé par un groupe d'habitants-es du quartier Croix-Rouge à Reims (Marne). Ce projet est né de la rencontre entre des responsables de la maison de quartier Watteau et de l'un des trois bailleurs sociaux du quartier dans le cadre de la fin de la première phase de rénovation urbaine du territoire. L'idée était de mobiliser les habitants-es dans la perspective de la deuxième phase du projet de rénovation urbaine et de permettre aux habitants-es de Croix Rouge de pouvoir s'exprimer. Il s'agissait de trouver le moyen de libérer leur parole. Le projet est également né au moment du renouvellement du projet social de la maison de quartier. Le projet social, support du financement de la structure dans la durée, doit de fait s'appuyer sur la parole des habitants-es du quartier. C'est un projet d'habitants-es porté par des habitants-es volontaires.

Pour d'autres habitants-es, il s'agissait de réhabiliter l'histoire du quartier, ou plus prosaïquement de la faire connaître, en la resituant dans l'histoire de la ville, à partir de récits de vie d'habitants-es. « Mémoire, mixité et urbanité » est un projet porté par l'association Familiale de la Chapelle-Saint-Luc (Aube) qui a été mis en œuvre par un collectif d'association. Il a permis à des habitants-es de revenir sur leur parcours de vie en mettant en valeur les apports de ces personnes au bénéfice de toute la population chapelaine. Sur la base d'un travail de mémoire, un ouvrage a été réalisé. Il a été le support de nouvelles actions et a permis de faciliter les échanges entre citoyens-nes pour une meilleure connaissance de l'autre, avec la volonté d'agir sur les stigmatisations et de lutter contre les discriminations.

Au travers de résidence d'artistes, les quartiers populaires peuvent

aussi être le terrain de mise en scène originales visant à rompre avec les représentations habituelles. La dynamique créée par la compagnie « La Chose Publique » située à Jarville-La-Malgrange (Meurthe-et-Moselle), qui a développé un projet théâtral, « Histoire de Librement se Mélanger - HLM », s'inscrit dans cette perspective. En amenant les habitants-es du quartier de la Californie (Jarville-La-Malgrange) à participer à la réalisation d'une pièce de théâtre qui se joue dans le quartier, la compagnie de théâtre a pu mettre en dynamique les habitants-es, recueillir des témoignages et leur permettre d'être acteurs-trices (au sens propre comme au figuré) de leur quartier.

Dans la mise en œuvre de projets culturels, la logique du « faire avec » est très présente. L'action culturelle est régulièrement associée aux interventions urbaines et aux activités sociales, éducatives menées notamment dans le cadre de la politique de la ville. L'action culturelle contribue en fait à valoriser les lieux, à parler autrement du quartier et à susciter l'émergence d'une nouvelle image plus valorisante du quartier mais aussi et surtout, des habitants-es eux-mêmes.

RECONNAÎTRE LES QUARTIERS POPULAIRES DANS LEUR RÉALITÉ COMPLEXE

Ces quelques exemples d'actions soulignent la diversité des initiatives et la nécessaire mobilisation des crédits mobilisés dans le cadre de la politique de la ville. Pour autant leurs impacts, difficiles à mesurer, sont très fragiles. Un fait divers relayé d'une certaine manière par les médias pourra ainsi rapidement mettre à mal tous les efforts faits visant à modifier l'image d'un quartier depuis plusieurs années. Si l'exercice reste complexe, il est pourtant nécessaire... Ainsi, peut-être faut-il mieux valoriser les actions et travailler plus sur leur diffusion au-delà du territoire strict du quartier.

Plus que jamais, il y a un enjeu fort à reconnaître les quartiers pour ce qu'ils sont, avec leurs atouts et leurs failles. Les quartiers populaires peuvent être effectivement des lieux de tensions dans lesquels la précarité des habitants-es est élevée du fait même de la manière dont ils ont été, voire sont, conçus. Les conditions de vie y sont parfois préoccupantes et il leur est souvent reproché d'être des lieux de ségrégation dans lesquels peuvent se développer des dérives. Mais ils sont avant tout des lieux de vie, des lieux de solidarité... Les habitants-es de ces quartiers sont et restent des membres de la société qu'ils-elles construisent au quotidien.

Parler des quartiers populaires et donc de celles et ceux qui y vivent, nécessite d'avoir une vigilance particulière. Il s'agit de s'inscrire dans une logique de déconstruction des préjugés afin de lutter contre le marquage social et territorial des habitants-es et d'éviter de contribuer au renforcement de ce que l'on tente de dénoncer. Plus que jamais, professionnels-lles et décideurs-euses doivent rendre compte de la réalité complexe de ces territoires, des histoires de vie différentes qui y prennent corps... tout en agissant sur le quotidien afin de l'améliorer.

TRAVAILLER SUR L'IMAGE DES QUARTIERS POPULAIRES : UN CHAMP INVESTI PAR L'ORIV EN 2018

Depuis plus d'un an, l'association s'est engagée dans une réflexion sur les représentations sociales liées aux quartiers populaires. Travailler sur l'image des quartiers répond ainsi à plusieurs enjeux pour l'ORIV : clarifier et mieux comprendre les mécanismes qui font que des représentations négatives subsistent, mais aussi replacer l'habitant-e au cœur de la réflexion, en faire un acteur à part entière de son devenir. En effet, si ce problème d'image est important c'est aussi et surtout car il met à mal les personnes qui y vivent, en termes d'estime de soi et d'image personnelle mais aussi dans le non-accès à des biens et services du fait de processus discriminatoire.

Dans ce cadre, l'ORIV a organisé, au cours de l'année 2018 différents événements qui ont donné lieu à des temps d'échanges :

- Une table ronde sur l'image des quartiers populaires lors de l'Assemblée Générale de l'ORIV, le 3 avril 2018, à Strasbourg.
- Une journée régionale « Quartiers populaires : de l'usage des mots aux réalités territoriales », le 18 septembre 2018 à Reims. Elle avait pour objectif d'apporter des connaissances sur ce sujet et de valoriser des initiatives locales et nationales venant donner des clefs de réponses sur l'impact de certaines actions sur l'image des quartiers¹.
- Des rencontres territorialisées thématiques² organisées sur quatre territoires différents dans une logique de valorisation d'initiatives : Place et rôle de l'Histoire et de la Mémoire des quartiers dans la fabrique de l'image ; Impacts des actions culturelles sur l'image des quartiers ; Place et rôle des habitantes dans l'amélioration de l'image des quartiers populaires ; Influence des médias sur l'image des quartiers populaires. Elles avaient pour objectif d'approfondir les réflexions issues de la journée régionale. Au travers de la présentation des initiatives, il a été possible de comprendre l'impact des actions sur les habitants-es et de réfléchir aux manières d'agir sur l'image des quartiers mais aussi d'interroger l'action publique (moyens alloués, difficultés d'inscription dans la durée...).

L'ORIV poursuit ce chantier au titre de son programme 2019 via plus particulièrement une réflexion sur les enjeux d'histoire et de mémoire mais aussi sur le traitement médiatique des quartiers.

¹ Nous entendons par « quartier populaire », dans le cadre de ce document, des quartiers relevant de la politique de la ville, dans la mesure où leur composition sociale est marquée par une proportion importante de personnes ayant des revenus modestes et eu égard à leur construction.

² <https://www.csa.fr/content/download/253484/721595/version/1/file/CSA%20-%20Barom%C3%A8tre%20de%20la%20diversit%C3%A9%202018.pdf>

³ Ibid, page 22.

⁴ Ibid, page 23.

⁵ Association des Directeurs-trices de centres de ressources politique de la ville

⁶ <http://www.centres-sociaux.fr/2019/01/15/il-y-a-une-cassure-quelque-part->

ZOOM

retour-sur-la-journee-de-presentation-du-rapport-biennal

⁷ Avis du Conseil National des Villes sur le rôle des médias dans l'image des quartiers de la politique de la ville, 10 février 2009 : http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/CNV_avis_media_20-02-09-_cle5829a2.pdf

⁸ Avis du Conseil National des Villes, « Image des quartiers dans les médias », 22 juin 2016,

http://www.ville.gouv.fr/IMG/pdf/2016_22_juin_avis_image_des_quartiers_a_dopte.pdf

⁹ Rue89 est un site d'information français sur des faits divers et de société, publié par le Nouvel Obs et appartenant au groupe L'Obs.

¹⁰ <https://www.rue89strasbourg.com/tag/quartiers-connectes>

¹¹ <http://www.oriv.org/documents/actes-de-journee-regionale-quartiers-populaires-de-lusage-mots-aux-realites-territoriales/>

¹² <http://www.oriv.org/documents/rencontres-territorialisees-thematiques-li-mage-quartiers-populaires/>

SITOGRAPHIE

ACRIMED - Dossier « Les médias et les quartiers populaires... Stigmatisations, dissimulations »

<http://www.acrimed.org/-Les-medias-et-les-quartiers-populaires->

Banlieues Créatives

C'est le média de la créativité artistique, associative et entrepreneuriale de nos villes et de nos quartier populaires. Porté par l'association Permis de vivre la ville, il est animé par une équipe plurielle : journaliste, réalisateur, graphiste, motion designer... et des jeunes en insertion.

<http://banlieues-creatives.org/>

Paroles Partagées est un projet fédérateur de l'Éducation Populaire. Il est né des constats et de la volonté d'agir de 6 fédérations d'Éducation Populaire dans toute la France.

<http://www.paroles-partagees.org/index.php>

Presse & Cité

Presse & Cité, association pour la connaissance des quartiers, a été créée par des membres de Ressources Urbaines, l'agence de presse des quartiers, dans le but de prolonger son action sur des chantiers tels que la Charte pour l'amélioration du traitement médiatique des banlieues, sur les ateliers d'écriture, l'organisation de rencontres, et de certains travaux (études...)

<http://www.presseetcite.info/>

«Au centre la banlieue, chronique de la diversité

urbaine » Blog de Sylvia Zappi : <http://banlieue.blog.lemonde.fr>

Passeurs d'images

Passeurs d'images rassemble ses publics autour d'actions territoriales qui privilégient la participation active des populations, l'articulation entre le « voir » et le « faire », entre diffusion et pratique, et qui évoluent au fil des innovations technologiques.

<http://www.passeursdimages.fr/2018-wp/>

■ NOTRE BULLETIN D'INFORMATION ÉVOLUE

L'ORIV publie, depuis l'année dernière, une Lettre d'information électronique, avec comme objectifs :

- D'élargir son public (Région Grand Est) en matière de diffusion de l'information ;
- De valoriser les nouveaux contenus mis en ligne sur son site (publications, évènements...),
- D'avoir plus de réactivité dans la diffusion de l'information,
- De diffuser des informations sur l'ORIV, mais également sur l'actualité de nos thématiques sur le plan national.
- D'informer de la parution du bulletin « Actualités sur l'intégration, la promotion de l'égalité et la ville ».

Suite à cette nouvelle publication, le contenu du bulletin « Actualités sur... » évolue. Il est entièrement consacré à un zoom sur un sujet faisant écho aux travaux engagés par l'ORIV.

>>> Si vous souhaitez vous abonner à notre Lettre d'information électronique, contactez nous : documentation@oriv.fr

Directrice de publication : Murielle Maffessoli

Rédaction : Laetitia Rocher

Emilie Arnoulet

Murielle Maffessoli

Suivi et contact : Diane Hässig



Observatoire Régional de l'Intégration et de la Ville

1, rue de la Course / 67000 Strasbourg

tél. : 03 88 14 35 89 / fax : 03 88 21 98 31

contact@oriv.fr / www.oriv.org